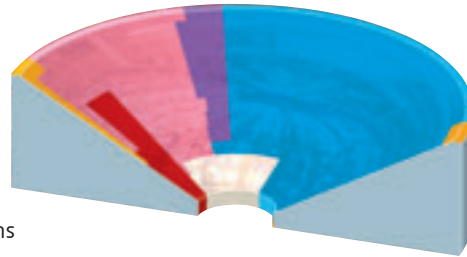


Les députés de l'Assemblée 2006

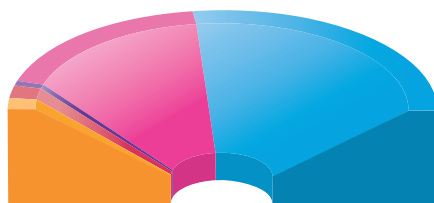
Les députés par groupes politiques

361	Groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
150	Groupe Socialiste
29	Groupe de l'Union pour la Démocratie Française
22	Groupe des Député-e-s Communistes et Républicains
12	Non-inscrits

(Effectifs au 29/01/2007)



75 femmes députées siègent à l'Assemblée



42	Groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
25	Groupe Socialiste
1	Groupe Union pour la Démocratie Française
4	Groupe des Député-e-s Communistes et Républicains
3	Députées n'appartenant à aucun groupe

La France est le premier pays à avoir adopté une loi pour réaliser la parité entre les hommes et les femmes afin de réduire la sous-représentation des femmes dans la vie politique. Il s'agit de la loi du 6 juin 2000, qui a été appliquée pour la première fois en juin 2002 pour l'élection des députés.

Les députés : origine socioprofessionnelle

Une grande variété de professions d'origine permettent à la représentation nationale de refléter assez fidèlement le paysage socioprofessionnel de la Nation.



Agriculteurs : 21	
Cadres & ingénieurs : 116	
Ouvriers : 3	
Employés : 28	
Enseignants & assimilés : 72	
Chefs d'entreprise : 53	
Fonctionnaires : 82	
Journalistes : 8	
Professions libérales : 117	
Divers : 74	

L'activité 2006 : chiffres-clés

82 textes
ont été adoptés



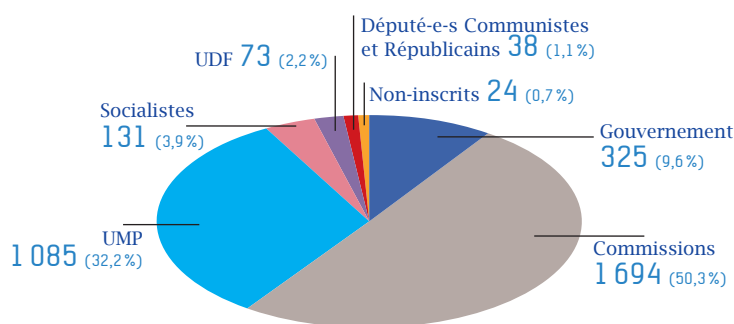
82 textes ont été adoptés définitivement au cours de l'année 2006 dont 40 autorisant la ratification de traités ou de conventions internationales; 7 sont issus de propositions d'origine parlementaire, soit 17,5% du total (hors conventions internationales).

33 537 questions
ont été posées au Gouvernement

par les députés. 704 l'ont été lors des séances de questions au Gouvernement des mardi et mercredi après-midi et 32 423 sous forme de questions écrites, suscitant 26 415 réponses de la part des ministres concernés. 410 questions orales sans débat ont été posées.



Les amendements en 2006



3 370 amendements adoptés

Activité



121 jours de séance

285 séances

1 043h55 de séance

dont 758h55 consacrées à la législation

dont 148h50 consacrées au contrôle

dont 132h45 consacrées au budget